vinetur

Le pays de Galles porte le prix minimum de l’alcool à 65 pence l’unité

Des responsables ont indiqué que ce nouveau plancher vise les boissons fortes bon marché, avec des estimations prévoyant plus de 900 décès évités sur 20 ans.

jeudi 1 octobre 2026



Le pays de Galles a relevé jeudi le prix minimum d'une unité d'alcool à 65 pence, contre 50 pence auparavant, dans une mesure de santé publique que le gouvernement gallois dit destinée à réduire la consommation excessive d'alcool et à prévenir les maladies et les décès liés à l'alcool.

Le nouveau tarif est entré en vigueur le 1er octobre dans tout le pays et aligne le pays de Galles sur l'Écosse, qui applique déjà le même prix minimum par unité. Cette politique, dite prix minimum par unité, fixe un plancher légal pour les ventes d'alcool en fonction de la quantité d'alcool pur contenue dans une boisson, ce qui renchérit les produits les moins chers et les plus forts en alcool tout en laissant de nombreuses autres boissons inchangées.

Des responsables gallois ont indiqué que ce changement devrait permettre de sauver des centaines de vies à terme. Citant des estimations d'experts, le gouvernement a déclaré que ce plancher de prix plus élevé pourrait éviter plus de 900 décès liés à l'alcool et aider près de 5 000 personnes à réduire une consommation nocive au pays de Galles au cours des 20 prochaines années.

Le gouvernement a indiqué que cette hausse faisait suite à des évaluations indépendantes puis à une consultation ultérieure, qui ont montré que le niveau initial de 50 pence avait perdu une grande partie de son effet en raison de l'inflation. Selon les éléments cités par les ministres, le tarif de 50 pence était tombé en valeur réelle à 39 pence aux prix de 2020, affaiblissant l'effet de la mesure depuis son introduction.

La vice-ministre chargée de la santé publique et préventive, Nerys Evans, a déclaré que cette hausse visait à maintenir l'efficacité de la politique plutôt qu'à pénaliser les buveurs modérés. Elle a indiqué que les données recueillies depuis le lancement du prix minimum montraient qu'il avait apporté une contribution importante à la réduction des risques pour la santé liés à une consommation excessive d'alcool, mais que l'inflation avait réduit la portée du seuil initial.

Le gouvernement a indiqué que les magasins, les agents de Trading Standards et les services de soutien avaient reçu des consignes mises à jour avant l'entrée en vigueur de la nouvelle règle. Les détaillants qui vendent de l'alcool au pays de Galles doivent désormais appliquer le nouveau plancher de 65 pence lors de la tarification des produits couverts par la loi.

L'essentiel de l'impact devrait se faire sentir sur les boissons fortes et bon marché vendues en magasin plutôt que sur celles vendues dans les bars et les restaurants. Andrew Misell, directeur pour le pays de Galles de l'association caritative Alcohol Change UK, a déclaré que le relèvement du prix minimum empêcherait les grandes bouteilles de cidre ultra-fort de rester en rayon et rendrait plus difficile pour les supermarchés l'utilisation de promotions en gros volumes qui font baisser le prix effectif à mesure que les clients achètent davantage. Il a ajouté que cela n'augmenterait pas le prix d'une pinte dans les pubs.

Cette distinction compte pour le secteur des boissons, alors que les détaillants ajustent les prix des produits les plus exposés à la règle, en particulier le cidre à bas prix, certains vins et certains spiritueux. La politique devrait avoir peu d'effet sur de nombreux produits haut de gamme déjà vendus au-dessus du seuil, mais elle pourrait modifier les stratégies de prix et de promotion sur le marché de détail et pourrait déplacer une partie de la demande au sein du secteur britannique plus large des boissons, à mesure que les vendeurs s'adaptent au plancher plus élevé au pays de Galles.

Le prix minimum par unité n'est qu'un élément d'un effort plus large du gouvernement gallois pour lutter contre les dommages liés à l'alcool et les inégalités de santé. Des responsables ont indiqué que le gouvernement investit plus de 68 millions de livres sterling pour soutenir les personnes touchées par la consommation d'alcool et de drogues, dont plus de 41 millions directement consacrés aux services de soutien locaux dans tout le pays de Galles.

Ce changement fait suite à un processus d'examen qui a inclus des évaluations indépendantes publiées en janvier 2025, un rapport sur la mise en œuvre et les effets en juin 2025, puis une consultation sur la poursuite de la politique et sur la hausse du taux. Le gouvernement gallois a indiqué que les données plaidaient à la fois pour le maintien de la mesure et pour une hausse du prix afin de restaurer sa valeur réelle.

Le prix minimum a longtemps été défendu par les partisans de la santé publique comme un moyen ciblé de réduire les dommages chez les buveurs à risque et ceux dont la consommation est nocive, qui sont plus susceptibles d'acheter des boissons alcoolisées très bon marché et fortement alcoolisées. Ses défenseurs affirment que la politique cible les produits les plus souvent associés aux hospitalisations et aux décès, plutôt que d'imposer une hausse généralisée sur l'ensemble des ventes d'alcool.

Pour les magasins et les fournisseurs de boissons, l'enjeu immédiat est le respect du nouveau seuil et l'effet qu'il pourrait avoir sur les gammes de produits et les promotions au pays de Galles. Les supermarchés et autres détaillants qui s'appuient sur les ventes à bas prix dans des catégories telles que le cidre, le vin et les spiritueux pourraient devoir revoir des offres qui restaient viables sous le plancher de 50 pence, tandis que les entreprises opérant à l'échelle du Royaume-Uni devront désormais gérer

le même prix minimum par unité au pays de Galles et en Écosse.